

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1585

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La stratégie nationale du parti nationaliste

L'UDC a réussi son invraisemblable coup de bluff: imposer au parlement son véritable chef comme membre du gouvernement. A peine élu, le désormais conseiller fédéral Christoph Blocher proclamait que ses partisans allaient changer de partition. A grand renfort d'annonces dans la presse, l'UDC a toutefois entonné son traditionnel couplet de méfiance à l'égard des autorités moins de vingt-quatre heures après l'élection de son champion. Orchestrée de longue date, cette campagne publicitaire aurait seulement pris un ton encore plus cinglant si la stratégie nationale du parti n'avait pas porté ses fruits.

L'élection du Conseil fédéral et les votes de la session des Chambres l'ont montré: l'UDC a achevé sa mue et est devenu un vrai parti politique national, «moderne» comme a osé l'affirmer Jean Studer. Les troupes parlementaires avancent en rangs bien serrés. Les voix ne s'égarent pas vers d'autres candidats. Les sections cantonales ne font quasiment plus entendre de mots d'ordre discordants lors des votations. Les dissidents, qui osaient encore critiquer les idées de Christoph Blocher, semblent définitivement aphones. Même les plus modérés des démocrates du centre vaudois ont applaudi béatement les résultats du 10 décembre.

L'UDC Suisse ne laisse désormais plus rien au hasard. Elle tient l'information: son site internet www.udc.ch passe à juste titre pour le plus complet de la planète politique suisse; ses annonces au discours outrancier paraissent le même jour dans

les grands quotidiens de tout le pays. Elle infléchit les actions de ses militants: ainsi, des conseillers communaux de la ville de Zurich, jusqu'ici relativement ouverts aux naturalisations, ont soudainement durci le ton après les élections fédérales. Une volte-face clairement imposée par la direction nationale.

Ces méthodes, qui laissent peu de place au débat et à la contestation, inquiètent, bien sûr. Mais elles contrastent également avec les errements des trois autres partis gouvernementaux, embourbés dans leurs vieux réflexes cantonaux. Pour mener la contre-attaque, une réforme de leur fonctionnement paraît indispensable. Cette réorganisation correspondrait au déplacement des principaux enjeux en direction de la scène politique fédérale. A ce jeu-là, le PDC, qui peine à se trouver une identité au-delà du résultat de l'addition de sections cantonales hétéroclites, est perdant. La gauche paraît en revanche mieux armée: la campagne référendaire contre la 11ème révision de l'AVS, organisée sur le plan national, était un exemple encourageant. Il reste néanmoins des efforts importants à faire.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes que l'UDC, qui défend les valeurs traditionnelles helvétiques, soit à l'origine de cette brusque modernisation de la vie politique suisse. En accédant au Département fédéral de justice et police, Christoph Blocher risque fort de s'éloigner de son rôle de chef de parti en déclinant le mot collégialité. Mais «son» parti paraît suffisamment fort pour pouvoir lui survivre et même, ironie, le combattre. AD

Dans ce numéro

Le Conseil fédéral penche vers Zurich et la Suisse occidentale laissant sur le carreau le reste du pays.

Lire en page 2

Le contre-projet «Avanti» est un cadeau pour le lobby autoroutier.

Lire en page 3

La concurrence fiscale attise la compétition entre les régions.

Lire en page 4

Dans le canton de Vaud, ce sont les ménages et les assurances maladie qui supportent la hausse des coûts de la santé.

Lire en page 5